

ANALYSE 2009

La Birmanie (Myanmar), déjà retombée dans l'oubli ?



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

La Birmanie (Myanmar), déjà retombée dans l'oubli ?

Ces deux dernières années, la Birmanie a à nouveau retenu l'attention des médias du monde entier :

- en septembre et octobre 2007 pour les manifestations de moines bouddhistes suivies de la répression et de massacres par le pouvoir de la junte birmane,
- et en mai 2008 pour un cyclone et un séisme qui ont causé des dizaines de milliers de morts.

Deux exemples terribles et graves – l'un d'origine humaine, l'autre d'origine naturelle - dans leurs conséquences humaines.

Ces deux exemples ont montré le visage de ce qu'on appelle la « junte militaire », c'est-à-dire le pouvoir militaire en place depuis une vingtaine d'années :

- en 2007, la répression par les massacres,
- et en 2008 le refus dans un premier temps de l'aide humanitaire proposé par de nombreux pays lors du cyclone, préférant que la population et les nombreuses victimes souffrent davantage plutôt que d'ouvrir le pays à l'extérieur.

Deux exemples récents qui ont remis la Birmanie à la « une » de l'actualité.

Pourtant, en 2009 : qui parle encore de ce pays ? Qui parle encore haut et fort du sort des moines bouddhistes et du quotidien de la population birmane ? Qui dénonce encore le rôle de la junte birmane ? Très peu de monde...

C'est pourquoi Pax Christi Wallonie-Bruxelles a décidé de revenir sur la situation qui prédomine actuellement en Birmanie, et de l'analyser spécialement sous l'angle des droits de l'homme mais aussi du rôle de la Belgique et de l'Union européenne.

Pax Christi consacrera un Midi-Zoom (une rencontre-débat dans son cycle consacré aux conflits oubliés) sur la Birmanie, fin mars 2009.

L'avènement de la junte au pouvoir

Penchons-nous un instant sur le passé.

La Birmanie, ancienne colonie britannique, a obtenu son indépendance en 1948. Après cette date, les Britanniques n'ayant pas laissé de bonnes structures ni institutions, le pays se déchira rapidement entre différents groupes ethniques et politiques. La première intervention militaire fut donc saluée par beaucoup de monde ; les militaires étaient considérés comme sauveurs de la patrie. A cette époque, ces militaires rendirent ensuite le pouvoir aux civils ; malheureusement les conflits recommencèrent. Les militaires reprurent donc le pouvoir, pour le garder cette fois...

Un dictateur, l'ex-général Ne Win, tenta de faire une transition vers un système civil, mais le contexte de la guerre froide n'aida en rien, et le pays se retrouva complètement isolé. Un désastre complet s'en suivit, surtout sur le plan économique. A la fin des années 80, le pays connut la famine et la pauvreté, et se retrouva en ruine. Le dictateur ex-général Ne Win fit appel à l'armée : après des tergiversations, celle-ci finit par intervenir, mais déposa le dictateur et prit le pouvoir en main pour ne plus le quitter, et même le durcir encore.

Quel est le quotidien de la population ?

Tout le monde sait que très peu de droits de l'homme sont respectés en Birmanie. Pax Christi a obtenu des informations et des témoignages dignes de confiance, qui nous permettent d'analyser davantage la situation que vit la population.

Chaque jour, les gens se demandent ce qu'ils vont donner à manger à leur famille. Il est bien évident que lorsqu'on est dans une situation de survie, cela laisse très peu de temps pour se préoccuper des droits de l'homme. Nous pensons que c'est une des manières qu'utilise la junte militaire pour garder la population tranquille, sous son joug, sans révolte. Les gens sont mal nourris, mal payés – quand ils sont payés...-, la pauvreté est très grande. Pourtant, les Birmans sont des gens très dignes. On sent donc plus la pauvreté qu'on ne la voit. Beaucoup de gens possèdent deux emplois pour essayer de gagner davantage d'argent.

Il existe aussi du travail forcé dans ce pays ; travail qui n'est pas toujours rémunéré.

La liberté d'expression est un autre droit fondamental qui est bafoué en Birmanie. Un exemple parmi tant d'autres dans ce domaine : de nombreuses personnes sont emprisonnées pour avoir simplement distribué des tracts ou avoir émis des opinions sans avoir jamais prôné la violence. A ce niveau, notons d'ailleurs que la grande majorité des Birmans sont bouddhistes, donc pacifistes pour la plupart, ce qui arrange bien la junte militaire au pouvoir.

La liberté d'association est quasi nulle également. Parfois des petits groupes se mettent en place, mais bien vite leur bureau est saccagé ou des menaces sont proférées.

La liste des droits de l'homme non respectés continue, comme la liberté de circulation : en effet, il existe des zones où les Birmans et même les étrangers ne peuvent se rendre que s'ils sont en possession de permis... qu'on ne leur octroie jamais, ou alors qu'on leur octroie quand leur visa arrive à son terme... Certains Birmans ne peuvent tout simplement pas quitter la ville où ils habitent ; et pour ceux qui le peuvent, les transports sont tellement chers que beaucoup ne bougent pas ou peu.

De même, l'obtention de téléphone cellulaire est très réglementée et contrôlée, quand elle n'est pas tout simplement interdite, par exemple pour une personne ayant été emprisonnée pour raison politique. Et quiconque voudrait y déroger risque 20 ans de prison ! C'est à peu près la même chose en ce qui concerne les adresses e-mail, même si dans ce cas il est plus facile d'en obtenir une quand même pour les personnes frappées d'interdiction. Mais si elles sont découvertes, elles sont punies.

Un dernier exemple de droits de l'homme bafoués – mais nous pourrions en citer bien d'autres - : lors d'un procès, les droits de la défense qui ne sont pas respectés. Quand les gens sont arrêtés, ils ne savent pas toujours pourquoi ! Bien sûr une raison est évoquée, mais elle ne correspond pas toujours à la réalité. Ces gens sont emprisonnés, parfois même sans procès, ou bien sans aucun chef d'inculpation... et malgré tout l'emprisonnement dure des années. Quand cette peine arrive à échéance, certains ne sont toujours pas libérés. Inversement aussi, il arrive que des gens soient libérés soudainement et sans aucune explication.

Les conditions d'emprisonnement sont très mauvaises, et des gens malades meurent parfois faute de soins.

La Birmanie, entité bien plus complexe qu'on l'imagine...

Selon notre point de vue d' « Occidentaux », nous avons tendance à parler de « la » Birmanie, comme s'il s'agissait d'une entité, d'une nation unie, mais la réalité est bien plus complexe. La population birmane est composée de plusieurs ethnies, qui ne s'entendent pas toujours. L'ethnie birmane est la principale et représente environ 75 % de la population, mais il existe de nombreuses autres ethnies.

D'aucuns (les défenseurs de la junte militaire) disent même que si le pouvoir de la junte était amené à disparaître, la situation risquerait de devenir comme dans les Balkans ! L'opposition, qu'elle soit interne ou externe au pays, est elle-même divisée.

Il existe même une ethnie (Rohingya) située dans l'ouest de la Birmanie, tout proche de la frontière avec le Bangladesh, dont la population n'est même pas reconnue comme étant birmane. Aucun papier de reconnaissance n'a été donné à ses membres. Cette ethnie est en grande partie musulmane et représente environ 2 % de la population.

Une autre ethnie (Karen) n'est pas mieux acceptée : malgré ses 8 millions de personnes (contre environ 54 millions pour l'ensemble de la Birmanie), cette ethnie principalement chrétienne est persécutée par le pouvoir en place. Elle n'est d'ailleurs pas mieux vue par la population birmane (à très large majorité bouddhiste). L'ethnie Karen a créé sa propre armée afin de la défendre contre la junte. Cette ethnie espère obtenir pour « son » territoire un statut d'autonomie au sein de la « Fédération birmane ».

Un peu de géopolitique de la région - Quel est le rôle joué par les différents acteurs politiques ?

Il suffit de regarder une carte géographique de l'Asie et plus spécialement de l'Asie du Sud-Est pour comprendre que la géopolitique joue énormément.

La Birmanie est bordée notamment par la Chine et l'Inde : deux pays parmi les plus grands du monde, l'un souvent considéré comme la plus grande démocratie du monde (l'Inde) et l'autre qui ne brille pas par son respect des droits de l'homme (la Chine). En tout cas, ces deux pays, ainsi que la Thaïlande, ont des intérêts dans le commerce avec la Birmanie et donc avec sa junte militaire : les ressources naturelles (notamment le gaz et le pétrole). Or la Chine et l'Inde sont toutes deux engagées dans un développement effréné de leur économie. On comprend mieux dès lors (même si nous ne partageons évidemment pas cette manière d'agir) pourquoi ces pays limitrophes se sont bien gardés de critiquer le régime militaire birman lors de sa gestion des crises dues aux manifestations de 2007 et aux catastrophes naturelles de 2008.

Au niveau des Nations-Unies, la Birmanie (Myanmar) est « protégée » par la Chine mais aussi par la Russie, deux des cinq pays membres permanents du Conseil de Sécurité. Il est donc très difficile de faire passer un avis trop critique sur la situation en Birmanie.

Quelle influence peuvent avoir des pays comme les Etats-Unis et le Japon ? Et en tant que citoyen belge, quel rôle peuvent jouer la Belgique et l'Union européenne dans la région ?

Apparemment, d'après les informations que Pax Christi a pu obtenir, les visées et les pratiques d'une « realpolitik » citées ci-dessus nous montrent que la Birmanie et sa junte militaire n'ont pas un grand besoin des pays dits « occidentaux », que ce soit au niveau politique ou économique, puisqu'elles commercent avec d'autres « grands pays ». Il semble en effet que les pays occidentaux (Belgique mais surtout Union européenne, Etats-Unis, Japon, etc.) ont très peu d'influence politique sur le régime birman.

D'une manière plus concrète, l'Union européenne – dont on sait que la politique étrangère est malheureusement basée sur la règle de l'unanimité – a adopté ce qu'elle appelle une « position commune ». En gros, on y parle de sanctions visant la junte, comme le gel d'avoirs bancaires en Occident, mais aussi de sanctions économiques. Le problème réside dans le fait que les sanctions économiques touchent finalement la population birmane en général, qui n'a pas besoin de ces sanctions supplémentaires...

Pour information, il est intéressant de noter que les importations européennes en provenance de Birmanie concernent trois secteurs : le secteur du bois (tropical, dont le teck), le secteur des métaux, et celui des pierres précieuses (les rubis birmanes sont considérés comme les meilleurs du monde).

En conclusion : comment pouvons-nous agir ?

Nous l'avons vu et montré au cours de cette analyse, il existe très peu de leviers afin d'influer sur la junte birmane dans le but d'un changement significatif en faveur de la population dans son ensemble et sa diversité. Ce n'est pas une raison pour se croiser les bras, être fatalistes.

A Pax Christi Wallonie-Bruxelles, nous pensons qu'il est primordial dans le futur de l'Union européenne, que le Parlement joue davantage son rôle : dans cette optique, nous estimons important qu'il puisse, en tant qu'instance représentant directement la population européenne, prendre régulièrement position et par là même faire pression supplémentaire sur la junte birmane afin que le régime s'ouvre davantage et se démocratise.

Nous pensons aussi qu'il est important que les médias et le monde associatif continuent à informer et sensibiliser nos responsables politiques et nos concitoyens sur la situation dans laquelle se trouve ce pays et sa population, sans attendre que d'autres drames se produisent. Car l'Histoire nous a assez montré que les dictatures peuvent d'autant plus facilement agir quand leurs œuvres sont ignorées du monde.

Nous encourageons la population belge et européenne à soutenir directement des Birmans menacés (mais sans leur nuire), notamment par le biais d'associations bien connues telles qu' « Amnesty International » ou « Actions Birmanie ».

Enfin, nous terminerons en encourageant tous les Birmans vivant en exil comme ceux vivant en Birmanie à se fédérer, non pas en gommant leurs différences, car elles sont sources de richesses, mais dans le but de travailler ensemble à un meilleur avenir de leur pays, c'est-à-dire une démocratisation et un développement respectueux des hommes.

Olivier Duhayon,
Chargé de projets
à Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Mars 2009